**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:** BURKINA FASO

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL :**

**ANNEE DE RAPPORT:** 2021

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre du projet:** Appui a l’amélioration de la confiance entre l’administration, les forces de défense et de sécurité et les populations dans le nord et le sahel du burkina faso  **Numéro Projet / MPTF Gateway:**  **00115098 / PBF/BFA/B-1** | |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”) :**  Fonds fiduciaire pays  Fonds fiduciaire régional  **Nom du fonds fiduciaire:** | **Type et nom d’agence récipiendaire :**  **OIM (Agence coordinatrice)**  **PNUD** |
| **Date du premier transfert de fonds:** 6 mars 2019  **Date de fin de projet:** 31 mai 2021  **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ?** | |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :**  Initiative de promotion du genre  Initiative de promotion de la jeunesse  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)  Projet transfrontalier ou régional | |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire) :**  **Agence récipiendaire Budget**  OIM $ 1620000.00  PNUD $ 1080000.00  Total: $ 2700000.00  Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : 100% d’exécutions physique et financière  \*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\*  **Budgétisation sensible au genre :**  Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: 844 250.00  Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: 711 438.00 | |
| **Marquer de genre du projet:**  **Marquer de risque du projet:**  **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »):** | |
| **Préparation du rapport :**  Rapport préparé par: Innocents OUEDRAOGO  Rapport approuvé par: Hamidou DIPAMA  Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: | |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT :***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):

Le projet a démarré le 06 mars 2019 après la finalisation des phases préparatoires (janvier à mars 2019) qui ont facilité son appropriation nationale et locale par les acteurs clés, la mise en place de l'équipe de gestion et du comité technique de suivi regroupant les points focaux des différentes parties prenantes et les deux agences de mise en œuvre. Depuis cette période, le projet a connu un très bon progrès avec une réalisation quasi-totale de toutes les activités. Après 27 mois d’exécution complète, l’on a noté un taux de réalisation physique de 100%. Il convient de rappeler l'atelier de clôture et du bilan du projet qui a été organisé en faveur des membres du comité technique, des représentants de tous les acteurs concernés. Par ailleurs, une mini enquete de perception sur les résultats du projet a été réalisée courant mai 2021 avant l'évaluation finale qui se tient actuellement dans le temps imparti des trois (3) mois après la fin du projet. Initialement prévu pour une durée de mise en oeuvre de 24 mois, il a bénéficié d'une extension sans coût de trois mois, en raison des contraintes posées par la pandémie de COVID-19.

Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):

***NA***

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):

Le projet a contribué au changement de comportement chez les FDS observable dans les rapports nouveaux avec les populations empreintes de respects des droits humains et du genre. Cela a été rendu possible grâce aux formations sur les droits humains et le genre en faveur des FDS ; à cela s'ajoute les séances de sensibilisation sur la corruption et ses méfaits qui ont touché les deux parties ainsi que l’acquisition d'équipements informatiques et surtout de communication pour les services de sécurité intérieure. Le projet a aussi permis un changement de perception chez les communautés à l’endroit des FDS. Pour preuve, 95% des bénéficiaires directs du projet ont affirmé avoir acquis une meilleure connaissance des rôles et responsabilités des FDS. De même, les interventions du projet ont contribué à renforcer les capacités des administrations à délivrer des services de qualité aux populations, ce qui a naturellement renforcé leur crédibilité aux yeux des populations. C'est ainsi que 94% des personnes interrogées au sein de la population civile ayant participé aux activités du projet affirment avoir une meilleure connaissance de l’administration et 90% sont satisfaits des services rendus par l'administration. En outre, 98% des personnes interrogées ont affirmé que les activités du projet ont contribué à améliorer la connaissance de leur propres devoirs civiques. L’obtention de ces résultats a été rendu possible par plusieurs stratégies dont la stratégie d’exécution du « faire-faire » adoptée par le projet dans les localités à hauts défis sécuritaires.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):

1)Les personnes formées localement ont amélioré leur connaissance et ont mis en place le dispositif nécessaire pour le bien-être des populations à travers notamment la création de Coordinations Communales de Sécurité (CCS). Ce dispositif de coproduction de la sécurité provient d'une amélioration du sentiment des populations surtout les femmes et les jeunes qui se sont sentis associés aux questions sécuritaires de leur localité. 2)Les journées de consultations gratuites ont permis aux civils d’être plus proches des militaires et de bénéficier de leurs soins. Cela est du au fait que les populations ont pu améliorer leurs connaissances sur les rôles et responsabilités des FDS et la glace a été brisée entre les deux entités en témoigne les dires d'une personne du troisième âge dans le Nord qui a bénéficié des soins gratuits. Pour ce bénéficiaire, se rendre dans un camp militaire était synonyme d'interpellation et de repression mais avec la gratuité des soins de santé, il a compris que les FDS avaient aussi un côté humanitaire. Il ressort de la réalisation de cette activité, une satisfaction à la fois du personnel soignant et des patients.3)Les femmes leaders après avoir été formées et outillées par le projet et baptisées ainsi "amazones de la cohésion sociale", ont depuis juin 2020 sillonné les régions, communes et villages pour mener des campagnes de sensibilisation auprès des communautés sur les valeurs, les compétences relationnelles et les attitudes qui facilitent et favorisent la transformation individuelle et collective pour une paix durable au Burkina Faso. Le lien ci-après en donne un témoignage: (https://m.facebook.com/story.php?story\_fbid=1742136165952883&id=812859432213899 ) 4) Les jeunes et femmes vulnérables en conflit avec la loi et victimes de cette situation ont vu leurs droits s’améliorer par la fourniture d’une assistance judiciaire à travers des audiences foraines et des assises criminelles..

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1:**  **La confiance entre les populations et les forces de défense et de sécurité est améliorée**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

La realisation des activités de ce resultat a induit des changements progressifs de comportement à fort potentiel de consolidation de la Paix.

Les activités réalisées sous le produit 1.1 traduisent un début de changement de perception chez les communautés et de comportement au niveau des FDS. En effet, 95% des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête d'évaluation, témoignent que les incidents liés aux violations des droits humains ont beaucoup diminué dans leur localité. Chez les hommes, ce pourcentage est de 95,7% contre 94,3% chez les femmes. L'exemple typique d'une commune rurale de la région du Nord sur la réduction des incidents sécuritaires impliquant les FDS révèle qu'avant le projet, les statistiques sur les incidents sécuritaires étaient de 15 en 2018, 2 en 2020 (-87%) et 0 en Août 2020 (-100%). Ces résultats illustrent bien sur les progrès réalisés par les FDS en matière de respect des droits humains et le projet y a grandement contribué à travers les séances de renforcement des capacités des FDS et la sensibilisation des populations sur leurs droits et responsabilités. Par ailleurs, les conférences publiques sur la corruption et ses méfaits organisées en collaboration avec les structures publiques et celles de la société civile chargées de la lutte contre la corruption à l'endroit des FDS et de la population ont permis d'instaurer des discussions franches entre les deux parties, toute chose qui a contribué à installer une base pour l'amélioration de la confiance entre FDS et populations. Enfin, l’acquisition d'équipements informatiques et surtout de communication pour les forces de sécurité intérieure a pu contribuer à améliorer leurs interventions et à réduire de ce fait les abus.

Dans le cadre du produit 1.2 « la confiance et le dialogue entre les populations et les FDS sont renforcés »,

Les séances de sport collectif civilo-militaire, les émissions radios de sensibilisation et interactivés, les journées de salubrité et la prise en charge des questions de santé des populations par les FDS, les thé-débats entre FDS et populations civiles ont permis aux populations de connaitre davantage les rôles et responsabilités des FDS et de l'Administration (94,5% des enquêtés) et leurs propre rôles et responsabilités (98% des enquêtés) selon les résultats de l'enquête d'évaluation.

Les acteurs locaux formés sur la police de proximité ont amélioré leurs connaissances et ont compris quel est leur rôle en matière de Police administrative. Ils ont mis en place par des arrêtés municipaux, des CCS, qui sont des dispositifs de veille citoyenne impliquant les populations pour l’analyse des menaces sécuritaires et la prévention des crises. Ces dispositifs jouent un rôle essentiel pour la consolidation de la paix.

Pendant les sessions d’élaboration des plans communaux de participation citoyenne à la sécurité par les CCS, les acteurs ont trouvé l’initiative innovante et inclusive et se sont pleinement engagés dans ce processus de rétablissement de la sécurité aux cotés des FDS. Par ailleurs, les initiatives engagées par le projet ont stimulé d’autres acteurs intervenant dans la zone, qui s'intéressent désormais davantage aux CCS.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Résultat 2:** La confiance entre l’administration et les populations du Nord et du Sahel est renforcée.

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Dans un contexte d’insécurité prononcée et de tensions intercommunautaires, l’action du projet a permis de renforcer les capacités des administrations locales et de renforcer la confiance des citoyens à l’égard de leurs administrations.90% des 119 personnes interrogées dans le cadre de l'évaluation finale du projet déclarent "être satisfaites des prestations des services de l'administration ; les femmes sont satisfaites à 89,8% et les hommes à 90,2%. 94% de ces 119 personnes ( 90% femmes et 98% hommes) ont confiance à l'administration. Les campagnes de délivrance gratuite de pièces d’état-civil et les audiences foraines ont donné un signal très fort aux populations sur la volonté de l’administration à continuer de délivrer des services à leur profit. Les réunions de concertation et de cadres de redevabilité ont permis la poursuite de la gouvernance démocratique et de la transparence à la base, contribuant ainsi au renforcement de la démocratie et de la bonne gouvernance. Les administrations locales apprécient particulièrement le caractère consistant de l’action sur le renforcement des capacités de délivrance des actes d’état-civil, dans une région où le fonctionnement des administrations est perturbé voire compromis par les attaques terroristes. Le projet a notamment permis l’installation d’un logiciel d’état-civil dans la province du Yatenga pour surmonter les destructions des archives physiques par les groupes terroristes.

Six audiences foraines de justice ont été organisées à Bani, Dori, Kongoussi, Kamboinsin (au profit des déplacés de Djibo), Gourcy et Ouahigouya. Deux audiences foraines extraordinaires et deux audiences de la chambre criminelle de la cour d’appel de Ouagadougou se sont tenues à Dori et Ouahigouya. Les audiences foraines ont permis de juger 180 affaires civiles et correctionnelles, et de délivrer près de 300 certificats de nationalités et 120 casiers judiciaires à des bénéficiaires divers dont environ 30% de femmes.

Les audiences de la cour d’appel de Ouagadougou ont permis de juger 47 affaires criminelles dont 6 femmes et 36 dossiers correctionnels en appel.

10 réunions des cadres de concertation et 4 réunions de cadre de redevabilité ont été organisées avec des émissions radios pour informer et faire participer les citoyens aux débats, y compris ceux qui ont quitté leurs localités.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Un accent particulier est mis sur la participation des femmes dans la mise en œuvre de ce projet. La moitié des bénéficiaires de la délivrance gratuite des pièces d’été civil est constituée de femmes. Les audiences foraines et extraordinaires adressent en priorité les dossiers impliquant des femmes ou des enfants (auteurs, victimes). Le projet s’assure de la participation effective des représentants des femmes et des jeunes dans les cadres de concertation et de redevabilité.

**Résultat 3:**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Résultat 4:**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Partie III : Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)    Il y a un Comité conjoint d'orientation (CCO) qui a été mis en place pour assurer un suivi régulier du projet. Un comité technique a été aussi mis en place entre les agences d'exécution, les points focaux des ministères parties prenantes et l'équipe conjointe du PBF et du Programme d’Urgence pour le Sahel au Burkina Faso (PUS-BF) pour assurer un contrôle qualité des résultats et des indicateurs de mise en œuvre. Au niveau régional et local, le projet a participé aux instances de suivi mises en place par les coordinations régionales du PUS-BF. Par ailleurs, l'équipe du projet a suivi régulièrement les activités du projet sur le terrain. | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ?  Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? |
| **Evaluation :** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 31569.00  Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*:   Un exercice évaluatif incluant une collecte de données et une mini enquête de perception communautaires ont été réalisés courant mai 2021 pour mesurer l’évolution des principaux indicateurs du projet. Cet exercice constitue la phase préparatoire de l’évaluation finale externe du projet qui est en cours.  Des résultats de la mini enquête de perception qui a concerné un échantillon représentatif de 200 personnes dont les FDS, les populations et l’administration, il ressort que 85% de la population ont eu recours aux FDS pour des raisons diverses ; 20% ont été victimes des cas de violation de leurs droits de la part des FDS. L’enquête a également révélé que 100% de la population connaissent les missions des FDS et que 97% collaborent avec les FDS dans le cadre de la résolution des problèmes d’insécurité. L’enquête a enfin démontré que les cadres de concertation au niveau local sont plus ou moins connus par la population (55,70%) et que la majorité de la population (92,41%) ont eu recours au service public même si leur sentiment est partagé quant à la qualité du service rendu. |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donnateur: Montant ($):   Union Europeenne  (projet SECUCOM/UE I) 1819950.00   Union Europeenne  (projet SECUCOM/UE II)   2.0787201  Belgique (projet d'appui a la mise en œuvre de la police de proximite a Tenkodogo) 7 927 576.00  Ce projet a eu un effet catalytique en ce sens que suites a ces interventions et reussites, on note un grand interet pour d'autres bailleurs. Aussi, il y a une synergie d'action entre les différentes agences des projets similaires financés par d'autres partenaires techniques et financiers pour assurer une complémentarité et une cohérence des interventions. La Direction de la Police de Proximité capitalise toutes les interventions et s’assure de la cohérence et de la complémentarité. |
| **Autre** : Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) | La strategie du faire-faire a été utilisée dans le cadre de la mise en oeuvre des activites du projet a travers le recrutement de six (6) ONGs/Associations locales (UFC, AERD, UNIJED, Tartit, AGIR et Tabital Lobbal) de la zone d'intervention. Ces ONGs/Associations qui n’avaient pas de capacités techniques suffisantes pour comprendre les liens entre les indicateurs et pour respecter les règles et procédures de PBSO dans le cadre de la gestion administrative et financière, ont reçu une formation appropriée. En effet, peu habituées aux financements PBF et/ou des agences du Système des Nations Unies, elles ne disposaient pas des qualifications requises pour mener à bien l’implémentation des activités cédées. Pour remédier à cela, des missions de renforcement de leurs capacités ont été réalisées afin de garantir une gestion optimale des fonds qui leur ont été alloués, une meilleure programmation et une bonne compréhension du projet ; toutes choses ayant facilité l’atteinte des résultats. |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

$00

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

Le projet a prévu la mise en oeuvre d'une activité de soins de santé qui, conformément au plan de travail annuel 2020, devait se tenir sur les trimestres 1 et 2. Cependant, suite à l'avènement de la pandémie à corona virus et à la déclaration de l'état d'urgence sanitaire courant mars 2020, la mise en œuvre de cette activité a été anticipée et tenue durant cette periode d'état d'urgence sanitaire en vue de contribuer à prévenir et lutter contre la pandémie à COVID-19 dans les zones d’intervention. Aussi, l’équipe du projet s’est adaptée à la situation en utilisant plusieurs stratégies de mitigation telles que le redimensionnement des ateliers de formation pour respecter les mesures barrières comme la répartition des participants en petits groupes par activité, le respect de la distanciation sociale, l’utilisation de grandes salles, la confection de cache-nez et l’utilisation de gels hydroalcooliques pour toutes les activités menées entre mai 2020 et mai 2021.

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

☒ Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

☒ Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

☐ Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

☐ Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

☐ Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

☐ Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

Ce projet a été l’un des premiers à apporter une réponse dans la lutte contre la COVID-19 dans sa zone d’intervention (Régions du Sahel et du Nord) en apportant un appui conséquent aux comités régionaux, à travers l’activité de soins gratuits dans les centres de santé des armées. L’intervention du Gouverneur de la région du Sahel lors de la remise des équipements de prévention et la formation des agents communautaires constitue un témoignage significatif de l’importance de l’appui (Cf. <https://www.facebook.com/100121141561385/posts/140680540838778/?sfnsn=mo> et <https://www.facebook.com/298380080180122/posts/4043005245717568/?sfnsn=mo>)(en terme de rang 18-21 minute du journal)

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**  **La confiance entre les populations et les forces de défense et de sécurité est améliorée** | Indicateur 1.1  **Niveau de satisfaction des populations de la zone d’intervention par rapport aux prestations des forces de défense et de sécurité d’ici à 2021.** | **68** | **80%** |  | N/A | **Résultats de l'étude sur la perception de la sécurité et de la gestion des frontières validé le 17 juin 2019 (réalisée sur 4405 personnes au Burkina) Le résultat final est à déterminer par l’évaluation de fin de projet.** |
| Indicateur 1.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 1.1  **: Les forces de défense et de sécurité assurent la sécurité des populations dans le respect des droits humains.** | Indicateur 1.1.1    Pourcentage des FDS formés et taux de réussite à l’évaluation de fin de formation d’ici à 2021 (Indicateur 1.1.3 du document de projet). | **0** | **100** | **105** | 105 participants dont 23 (21,90%) femmes. Sur les 105 personnes, 100% ont reussi à l'évaluation finale | **Insécurité : de nombreuses localités cibles sont devenues inaccessibles du fait des risques d’attaques terroristes.**  **COVID-19: Etat d'urgence sanitaire entrainant un ralentissement des activites du projet.** |
| Indicateur 1.1.2  **Nombre des forces de défense et de sécurité (y compris les régisseurs et les gardes penitenciers) intervenant dans la zone cible formées au respect des Droits humains et du genre d’ici à 2021.** | **0** | **200** | **294** | **294 FDS form**é**s en droits humains et genre** | **Insécurité : de nombreuses localités cibles sont devenues inaccessibles du fait des risques d’attaques terroristes.**  **COVID-19: Etat d'urgence sanitaire entrainant un ralentissement dans la mise en œuvre des activites du projet.** |
| Produit 1.2  **La confiance et le dialogue entre les populations et les FDS sont renforcés.** | Indicateur 1.2.1  Nombre de jeunes et de femmes consultés dans les structures sanitaires des forces armées (Indicateur 1.2.4 du document de projet) | **0** | **1000** | **1287** | **1287 femmes et jeunes ont b**é**n**é**fici**é **de consultation gratuite au sein des centres de sant**é **des arm**é**es.** | **Insécurité : de nombreuses localités cibles sont devenues inaccessibles du fait des risques d’attaques terroristes.**  **COVID-19 : Etat d'urgence sanitaire entrainant un ralentissement dans la mise en œuvre des activités du projet.** |
| Indicateur 1.2.2    Nombre de CCS mis en place et nombre d’hommes et de femmes formés (indicateur 1.2.5 du Document de projet) | **1** | **15** | **15** | **15 CCS (108 personnes) dont 101 hommes et 7 femmes formés** | **Insécurité : de nombreuses localités cibles sont devenues inaccessibles du fait des risques d’attaques terroristes.**  **COVID-19: Etat d'urgence sanitaire entrainant un ralentissement dans la mise en œuvre des activites du projet.** |
| Produit 1.3 | Indicateur 1.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 1.4 | Indicateur 1.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 2**  **La confiance entre l’administration et les populations est renforcée.** | Indicateur 2.1  **D’ici à 2021 pourcentage de la population (désagrégée par sexes) de la région du Nord et du Sahel (zone du projet) déclarant avoir confiance en l’administration (judiciaire, locale et déconcentrée) (indicateur 2 du Document de projet).** | 60% | **80%** |  | **90%** | **Insécurité : de nombreuses localités cibles sont devenues inaccessibles du fait des risques d’attaques terroristes.**  **COVID-19 : Etat d'urgence sanitaire entrainant un ralentissement dans la mise en œuvre des activités du projet.** |
| Indicateur 2.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 2.1  **L’offre de services publics et la qualité des prestations sont accrues** | Indicateur 2.1.1  Pourcentage des usagers satisfaits (accueil ; délais de traitement/délivrance) des services délivrés par les administrations publiques (judiciaire, déconcentrée, locale (indicateur 2.1 du Document de projet) |  | 90%des services délivrés par les administrations publiques judiciaire, déconcentrée, locale sont jugés satisfaisants | **Non défini** | Appuis matériels et formations aux administrations locales, y compris les responsables (maires) pour pouvoir établir des pièces d'état civil; audiences foraines et criminelles organisées dans les deux régions.  Satisfaction des populations à mesurer par enquête d'opinion en fin de projet | Insécurité : de nombreuses localités cibles sont devenues sont inaccessibles du fait des risques d’attaques terroristes. |
| Indicateur 2.1.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 2.2  **Les espaces de dialogue permanents entre l’administration et les populations au niveau local sont fonctionnels** | Indicateur 2.2.1  Indicateur 2.2.1  Taux moyen de participation de la population notamment des jeunes et des femmes aux sessions des cadres de concertation communaux (indicateur 2.2 du Document de projet) |  | Au moins 95 % de taux de participation des jeunes et des femmes au cadre de concertation | Non défini (enquête en fin de projet) | 100% des représentants des femmes et des jeunes participent aux réunion des cadres de concertation | L'insécurité dans 13 des 15 communes cibles du projet n'a pas permis l'organisation des cadres de concertation communaux sur place au plus près des populations. De commun accord avec les autorités locales, les réunions des cadres de concertation ont été organisées au niveau des provinces et des régions pour favoriser le dialogue social local à tous les niveau et encourager la tenue des réunions du niveau communal, dans des localités voisines où les conditions sécuritaires le permettent. Les organisations de jeunesses et de femmes ont été représentées à 100% des réunions de cadres de concertation et de redevabilité |
| Indicateur 2.2.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 2.3 | Indicateur 2.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 2.4 | Indicateur 2.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 3** | Indicateur 3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.1 | Indicateur 3.1.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.1.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.2 | Indicateur 3.2.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.2.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.3 | Indicateur 3.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.4 | Indicateur 3.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 4** | Indicateur 4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.1 | Indicateur 4.1.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.1.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.2 | Indicateur 4.2.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.2.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.3 | Indicateur 4.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.4 | Indicateur 4.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.4.2 |  |  |  |  |  |